

Le Burundi "base-arrière" des rebelles rwandais des FDLR ?

RTBF, 26.11.09 - Le conflit dans l'est du Congo financé depuis la Belgique ? Dans l'est du Congo, cela fait plusieurs mois que l'armée et les casques bleus de l'ONU tentent de désarmer les rebelles hutus rwandais. Mais ils sont loin d'y être parvenus. C'est qu'ils bénéficient de soutiens importants, et notamment en Belgique. C'est en tout cas ce que révèle le rapport remis au conseil de sécurité par un groupe d'experts de l'ONU. Ils ont enquêté pendant plusieurs mois au Congo sur le terrain. Leurs conclusions sont édifiantes. Non seulement les rebelles sont toujours dans l'est mais ils ont mis en place un vaste réseau de soutien à l'étranger: soutien politique, financier et militaires. Des cadres du FDLR seraient présents dans plusieurs pays européens, dont la Belgique, la France et l'Allemagne. C'est d'ailleurs en Allemagne que les deux principaux dirigeants du groupe armé ont été arrêtés il y a quelques jours.

Les rebelles, dont certains ont participé au génocide de 94 au Rwanda, continuent de recevoir des cargaisons d'armes importantes. Un prêtre belge, installé en Tanzanie, serait impliqué dans des transferts de fonds en faveur des FDLR dont la base arrière se trouve au Burundi. Soutien financier depuis la Belgique ? En Belgique habitent une dizaine de bailleurs de fonds des FDLR qui mènent la guérilla dans l'Est du Congo contre l'armée gouvernementale et les forces de l'ONU, indique la presse flamande ce jeudi, sur base d'un rapport confidentiel des Nations-Unies. Selon ce rapport, la majorité des bailleurs de fonds des Forces démocratiques de libération du Rwanda séjournent en Belgique et certains d'entre eux entretiennent des contacts réguliers avec les commandants militaires dans l'Est du Congo, indiquent les journaux De Morgen, De Standaard, Gazet van Antwerpen et Het Belang van Limburg. L'enquête repose sur des entretiens avec d'anciens combattants des FDLR, des relevés bancaires et des listes d'appels téléphoniques. Les enquêteurs de l'ONU se sont intéressés également à des trafics illégaux d'or ayant permis de financer les campagnes militaires des FDLR. Le rapport montre que l'or des FDLR est passé en contrebande principalement au Burundi, où il est commercialisé par la société Berkenrode, contrôlée par l'homme d'affaires Mutoka Ruganyira. La société est basée à Anvers, non loin de l'entreprise Tony Goetz & Zonen, active dans le secteur de l'orfèvrerie. Mutoka Ruganyira affirme qu'il s'est établi en Belgique pour des raisons fiscales. Tony Goetz a, lui, déclaré aux enquêteurs qu'il n'avait pas importé d'or du Congo, mais quelques mois plus tard, il a dû admettre qu'il avait acheté 3 kilos provenant du Congo. L'armée congolaise soutient les rebelles. Le lien entre l'armée congolaise et les rebelles hutus n'est pas neuf. Mais il y a quelques mois le Congo et le Rwanda ont annoncé qu'ils mettaient en place des opérations militaires communes contre les rebelles. Certains y ont vu un retournement de situation, la volonté du gouvernement de Kinshasa de prendre les choses en main et d'en finir avec les groupes armés qui violentent chaque jour les populations civiles. Mais ces opérations ont aggravé la situation humanitaire, des milliers de personnes ont été déplacées et les rebelles se sont installés dans ces régions ou non seulement ils tuent, mais aussi ils pillent les ressources naturelles, comme l'or de la région. Politique sur le retrait des casques bleus du Congo. Le conseil de sécurité doit se prononcer très bientôt sur le prolongement du mandat. Mais à quelques jours du 50^{ème} anniversaire de l'indépendance du Congo, les autorités de Kinshasa déclament un plan de retrait de 20 000 hommes de la mission de l'ONU. Histoire de montrer à la communauté internationale que la République démocratique du Congo est un état capable de s'affranchir de la tutelle onusienne, de protéger seul ses populations et de gérer ses ressources. Ce que n'a pas vraiment démontré le rapport de l'ONU. M. Jacob